



**Déclaration préliminaire de Mark Carney  
gouverneur de la Banque du Canada  
à la conférence de presse suivant la publication  
du *Rapport sur la politique monétaire*  
le 24 avril 2008**

**LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI**

Nous avons publié aujourd'hui la livraison d'avril du *Rapport sur la politique monétaire*, dans laquelle la Banque examine les tendances économiques et financières actuelles, dans le cadre de sa stratégie de maîtrise de l'inflation au Canada.

Le rythme d'expansion de l'économie mondiale a décéléré depuis la publication de la *Mise à jour* du *Rapport sur la politique monétaire* en janvier, sous l'effet du ralentissement prononcé de l'économie américaine et des perturbations persistantes sur les marchés financiers internationaux. La croissance de l'économie canadienne a aussi marqué le pas. Le vif essor de la demande intérieure, soutenu par le niveau élevé de l'emploi et l'amélioration des termes de l'échange, a été contrebalancé en grande partie par la chute des exportations nettes. L'inflation mesurée tant par l'IPC global que par l'indice de référence avoisinait 1,5 % à la fin du premier trimestre, mais la Banque estime que l'inflation tendancielle se situe aux alentours de 2 %, ce qui cadre avec l'opinion selon laquelle l'économie tourne tout juste au-dessus de son plein potentiel.

La Banque prévoit un ralentissement économique plus marqué et plus prolongé aux États-Unis que ce qui était avancé dans la *Mise à jour* de janvier. Cette projection tient compte de l'incidence accrue, sur les dépenses de consommation, de la contraction de l'activité sur le marché du logement et du durcissement beaucoup plus prononcé des conditions du crédit dans ce pays.

La détérioration de la conjoncture économique et financière aux États-Unis aura des retombées directes sur l'économie canadienne. Premièrement, les exportations devraient se replier et brider considérablement la croissance en 2008. Deuxièmement, les turbulences sur les marchés financiers mondiaux continueront de se répercuter sur le coût et la disponibilité du crédit. Troisièmement, la confiance des entreprises et des consommateurs au Canada devrait reculer quelque peu. Néanmoins, la demande intérieure devrait demeurer vive, alimentée en cela par la fermeté des cours des matières premières, la vigueur de l'emploi et l'incidence de l'assouplissement cumulatif de la politique monétaire.

Selon la Banque, l'économie canadienne progressera de 1,4 % cette année, de 2,4 % en 2009 et de 3,3 % en 2010. L'apparition d'une offre excédentaire au sein de l'économie devrait contribuer à maintenir l'inflation au-dessous de 2 % jusqu'à la fin de 2009. On s'attend à ce que le taux d'accroissement de l'IPC global comme celui de l'indice de référence montent à 2 % en 2010, par suite du rétablissement de l'équilibre dans l'économie. Des risques, tant à la hausse qu'à la baisse, entourent la nouvelle projection de la Banque en matière d'inflation. Ceux-ci semblent équilibrés.

À la lumière de ces perspectives, la Banque estime qu'il faudra probablement encore augmenter le degré de détente monétaire afin d'atteindre la cible d'inflation à moyen terme. Étant donné que le taux cible du financement à un jour a été abaissé de 150 points de base au total depuis décembre, si l'on tient compte de la réduction de 50 points de base annoncée le 22 avril, le moment où toute nouvelle détente monétaire sera opérée dépendra de l'évolution de l'économie mondiale et de la demande intérieure ainsi que de son incidence sur l'inflation au Canada.